

LA PARTICIPATION DES CITOYENS ET LES DÉBATS SUR LES POLITIQUES : REPENSER LA SUBJECTIVITÉ ET L'EXPRESSION ÉMOTIVE ¹

Par **Frank Fischer**, Professeur, Politics and Global Affairs, Rutgers University, États-Unis

• ffischer@rutgers.edu

Traduit de l'anglais

RÉSUMÉ Dans cet article nous étudions la participation citoyenne qui se dégage de la littérature sur la démocratie et la pratique délibératives. Une large part des travaux ont négligé les dimensions socioculturelles subjectives qui sous-tendent la délibération participative, en particulier le rôle des émotions. L'expression des émotions a été décrite comme un obstacle aux opinions basées sur la raison. La première partie de cet article se penche sur les éléments sociopsychologiques de la communication délibérative, spécialement sur le rôle que jouent les représentations sociales dans la mise en place et la facilitation de cadres propices au débat, et renvoie à des expériences tirées d'enquêtes réalisées sur les politiques délibératives. La deuxième partie examine comment il faut gérer la place des émotions dans les délibérations relatives à une politique. Enfin, nous terminons en proposant une approche qui intègre l'expression des émotions dans les délibérations fondées sur la raison.

ABSTRACT This essay examines an issue about citizen participation that emerges in the literature on deliberative democracy and deliberative experimentation. Much of the work on deliberative participation has largely neglected the sociocultural and subjective dimensions that undergird policy deliberation, especially the role of emotions. Emotional expression, in fact, has typically been portrayed as a barrier to reasoned judgment. The first half of the essay examines the social-psychological aspects of deliberative communication, especially the role of social meaning and its implications for the creation and facilitation of deliberative settings. It does this by drawing on experiences and evidence from experiments in deliberative policy inquiry. The second half then addresses the difficult question of how to deal with the role of emotions in policy deliberation. It concludes by outlining a practical approach for integrating reasoned deliberation and emotional expression.

Pour citer cet article : Fischer, F. (2011). « La participation des citoyens et les débats sur les politiques : repenser la subjectivité et l'expression émotive », *Télescope*, vol. 17, n° 1, p. 20-38.

La littérature sur la démocratie et la pratique de la délibération et sur les sciences sociales en général s'est passablement enrichie au cours des dernières décennies (Fischer, 2009, p. 77-103). De nombreux travaux ont examiné les structures et les processus délibératifs, et un survol de ces écrits montre que l'accent a été mis sur les inquiétudes relatives à l'établissement de conventions et d'institutions délibératives, en particulier en ce qui concerne la répartition des droits et des pouvoirs des participants. Ces aspects sous-tendent des problématiques procédurales

¹ Une première version de cet article a été publiée dans *Critical Policy Studies*.

précises, comme : qui peut participer au processus délibératif? De quoi sera-t-il question? De quelle manière le sujet sera-t-il abordé? Quand et où le débat aura-t-il lieu? Une attention a ainsi été portée à un ensemble donné d'objectifs : trouver des arguments pour une participation des citoyens, améliorer la légitimité du processus de prise de décision, informer les décideurs, rendre les décideurs publics responsables, générer des politiques applicables, améliorer les habiletés politiques des citoyens participants, etc. (Fung, 2006 et 2003; Gastil et Levine, 2005; Smith, 2009).

Aussi importante que soit cette branche de travaux, elle a dans l'ensemble ignoré les dimensions socioculturelles et psychosociales qui entourent la délibération participative, surtout dans des conditions conflictuelles (Warren, 2008). Avec cet article, nous souhaitons contribuer à la recherche sur la délibération en montrant que le succès des processus délibératifs ne dépend pas uniquement des principes de la démocratie délibérative et de ses structures. La discussion porte plus précisément sur les aspects psychosociaux négligés dans ce processus. Les forums délibératifs pour la participation citoyenne, avance-t-on, résultent d'une dynamique profonde qui pose les préalables à leur réalisation.

■ LA DÉLIBÉRATION PARTICIPATIVE : L'ENVIRONNEMENT SOCIAL ET LA SUBJECTIVITÉ

Nous pouvons d'abord prendre acte de la distinction entre *participation* et *délibération*, deux termes trop souvent traités indistinctement dans les travaux qui s'intéressent à ce sujet. La différence entre ces vocables est expliquée de manière concise dans la recherche de Mutz (2006) qui porte sur « qui écoute qui ». Selon elle, alors que les principes à la base de la délibération fondée sur la logique mettent l'accent sur le raisonnement objectif et éclairé, la participation est plutôt liée aux activités politiques associées à l'engagement social, aux convictions politiques et aux idéologies. La délibération est considérée comme une discussion logique à laquelle les participants acceptent de prendre part en étant ouverts aux idées des gens avec qui ils sont engagés. Autrement dit, les participants doivent faire fi de leurs propres préjugés et de leurs émotions pour considérer les meilleurs arguments possibles. La participation, dans son sens le plus large, englobe les activités de groupes d'intérêts et d'organisations et vise à défendre avec ardeur des idées précises. Une telle participation est chargée d'émotions. Comme l'écrit Mutz (2006, p. 16), la démocratie participative est associée à « un regroupement de citoyens hautement engagés politiquement arborant des pancartes, criant des slogans et applaudissant les discours de leur chef politique ». Des gens partageant une même vision des choses, une même idéologie politique et des points de vue identiques sur des sujets précis chercheront à « rallier les troupes » et il en découlera un certain niveau d'enthousiasme.

Même si la délibération est indéniablement une forme de participation, elle demeure uniquement l'une de ses manifestations particulières et n'est donc pas l'orientation participative type. De façon générale, la participation prend sa source dans les préoccupations personnelles qui sont indissociables des pensées

subjectives et des sentiments. D'un autre côté, des recherches pointues démontrent peu à peu à quel point il est malaisé de dissocier ces dimensions subjectives de la délibération. Dans la suite de cet article, nous prendrons en considération la distinction décrite par Mutz et nous enchâsserons les influences subjectives sous-jacentes dans les processus délibératifs, y compris le rôle que jouent les émotions.

Au-delà des structures institutionnelles et des dimensions procédurales de la délibération, il appert que les réalités intrinsèques de la participation mettent en évidence le besoin d'enrichir l'édification de modèles objectifs en ayant une meilleure compréhension des dynamiques sociosubjectives tacites qui caractérisent le contexte politique dans lequel ces modèles structurels ou procéduraux sont mis à profit. Il s'agit d'un raisonnement qui s'applique à la majorité des connaissances et des recherches sur la participation délibérative, y compris aux théories à la mode sur la démocratie délibérative.

Pour avancer dans cette direction, il faut reconnaître l'importance de la représentation dans les environnements sociaux et sa signification. Dans un territoire ou un environnement donné, l'enquête sur les approches délibératives doit également porter sur les conventions socioculturelles qui donnent un sens à cet environnement pour les acteurs sociaux qui y évoluent. En plus de l'analyse des facteurs procéduraux et matériels qui permettent la participation, les facteurs subjectifs et politiques profonds liés aux éléments intersubjectifs de la délibération participative doivent être pris en ligne de compte (Mansbridge, 2003, p. 188-189). Comme les études issues du postmodernisme et celles sur la recherche participative le démontrent, bien qu'elles soient très différentes, l'édification de structures et de procédures peut déboucher sur une responsabilisation délibérative, mais elle ne peut assurer la participation en soi. Ces écrits, malgré l'importance accordée aux mouvements sociaux, aux crises d'identité et aux politiques de résistance, révèlent qu'un renforcement de l'autonomie (*empowerment*) réussi est façonné par les types d'accords intersubjectifs négociés et les types de politiques normatives appliquées dans les forums délibératifs. Cette micropolitique des forums délibératifs est en grande partie une politique intersubjective de sens, portée de façon importante par une politique d'identité sociale.

Il est possible de comprendre le rôle que jouent la représentation sociale et l'identité dans les forums délibératifs en nous tournant vers la recherche théorique et empirique réalisée sur les mouvements sociaux et les organisations non gouvernementales. Dans les lignes qui suivent, la *société civile* est définie comme « l'entité qui fait le pont entre les citoyens et le gouvernement ». Elle comprend « la sphère des sociétés, des organismes et des associations privées, ainsi que les individus protégés par l'État, mais hors de portée de son champ d'intervention » (Nash, 2000, p. 273). La plupart des recherches ont concentré leurs efforts pour créer des espaces, faire de la place pour des voix discordantes et habiliter les gens à accéder à des cercles qui leur étaient autrefois interdits (Fung et Wright, 2003 et 2001). C'est dans la littérature postmoderniste, plus explicite celle-là, qu'on découvre la définition la plus complète de la politique identitaire et de la création d'espaces sociaux. Dans cette perspective, la dynamique participative demande une conceptualisation de l'espace qui soit également subjective et qualitative.

L'espace politique n'est pas uniquement rempli d'intérêts en concurrence ; il est plutôt ouvert et façonné par les accords sociaux.

En ce sens, les théoriciens postmodernes ont poussé davantage leur analyse des politiques du côté de la culture, de la représentation sociale et de l'identité. Tandis que la recherche traditionnelle sur la politique met l'accent sur les structures, les pratiques et les méthodes des institutions étatiques qui structurent l'exercice du pouvoir, la « politique culturelle » postmoderne se concentre foncièrement sur la construction logique des représentations et de l'identité des acteurs, des institutions et des pratiques qui lui sont inhérentes (Jordan et Weedon, 1995). Par une analyse des pratiques discursives, elle se concentre, d'une part, sur la façon dont des comptes rendus et des discours particuliers rendent certains aspects importants et d'autres moins et, d'autre part, sur la manière dont ils incluent certains participants et en excluent ou marginalisent d'autres. En outre, alors que l'analyse politique sépare normalement la politique de la culture, les politiques postmodernes s'opposent à une telle démarcation. Elles explorent les pratiques significatives par lesquelles l'identité, les relations sociales et les règlements – formels ou non – sont contestés, corrompus et, potentiellement, transformés. Elles interprètent ces luttes, même si ces dernières sont parfois imperceptibles et latentes, comme des préoccupations fondamentales qui sont la base et qui façonnent les thèmes plus manifestes et évidents ainsi que les questions étudiées.

Le point essentiel dans ce cas est la réciprocité du pouvoir et de la différence dans la création d'espaces sociaux et les interactions micropolitiques à l'intérieur de ceux-ci. De ce point de vue, ces espaces sont une composante importante de l'exercice du pouvoir (Bourdieu, 1977 ; Foucault, 1986 ; Lefebvre, 1991). Jamais neutres selon une perspective sociale, les espaces peuvent rendre certaines actions possibles et en bloquer ou en restreindre d'autres. Il s'agit d'un point de vue théorique qui attire l'attention sur l'importance d'analyser les conventions implicites et sous-jacentes propres aux rapports sociaux ainsi que les relations politiques qui structurent et établissent les espaces de discussion. Les rapports sociaux, selon ce cadre, n'existent que dans l'espace et à travers celui-ci, ils n'ont pas de réalité à l'extérieur des sphères dans lesquelles ils sont vécus, expérimentés et pratiqués. Ainsi, la réflexion porte sur la façon dont ces espaces sociaux et politiques en arrivent à être définis, perçus et animés. Certaines manières d'envisager la société sont reproduites dans la façon dont les espaces sociaux sont organisés et occupés, ainsi que dans la manière dont ils sont conçus et perçus².

Les représentations qui construisent un espace donné sont transposées et reprises dans les discours, qui reproduisent à leur tour les relations de pouvoir

² Lefebvre (1991) a attiré l'attention sur l'importance d'analyser les idées implicites et profondes en lien avec les relations sociales et politiques qui structurent les espaces de participation. Dans cette perspective, discuter uniquement des arrangements structurels, comme la centralisation et la décentralisation, ne tient pas compte des différents types de compréhensions qui peuvent paramétrer la construction d'un espace décentré. La façon dont Lefebvre montre comment des traces de la conception d'un espace donné se trouvent gravées dans ce dernier est particulièrement intéressante.

à l'intérieur de cet espace. En déterminant de façon formelle ou informelle les connaissances ou les représentations qui ont de l'importance, les discours prononcés dans un espace donné faciliteront ou entraveront ce qui est dit et la façon dont l'information est comprise (Fischer, 2009; Foucault, 1986; Fraser, 1989). Par exemple, la façon dont la « participation » est comprise et utilisée dans un discours donné déterminera quelles « positions sur le sujet » sont offertes aux participants et limitera, par conséquent, à la fois les possibilités d'inclusion et d'action. Le fait de désigner les participants comme « citoyens », « bénéficiaires », « clients » ou « usagers » circonscritra quelles personnes sont perçues comme ayant le droit de savoir, de décider ou de contribuer, ainsi que les obligations implicites des personnes qui cherchent à les faire participer. De plus, les types de récits, d'artefacts, d'analyses et de plans d'action qui émergent de tels espaces peuvent raconter, et de surcroît être construits pour ce faire, des histoires variant énormément.

Les espaces sociaux, en ce sens, sont liés par plusieurs relations discursives qui façonnent les représentations et les compréhensions des identités qui les composent. Par ces pratiques discursives, les jeux de pouvoir sont reproduits dans l'espace social. Il est donc nécessaire de rendre explicites les structures du pouvoir discursif, qui sont moins visibles et qui forment et imprègnent les espaces sociaux ou autres. La première étape et la plus évidente pour évaluer les activités participatives est de savoir qui déterminera la forme que prendra la participation. Il faut alors savoir qui met en œuvre la structure, qui choisit les méthodes et qui participe. La deuxième étape, plus épineuse celle-là, concerne ce qu'apporteront les personnes qui entrent dans un espace donné. Quelles sont leurs croyances et leurs opinions à propos de ce qui se passe véritablement dans un espace et de quelle façon les participants s'orienteront-ils stratégiquement par rapport à ces conceptions? Au-delà des déclarations officielles de participation, quels avantages veulent-ils en tirer, quelles sont leurs attentes, de quelle façon perçoivent-ils les coûts et les profits associés à l'activité? Pour répondre à ces questions, on aura recours à une logique qui s'apparente à la phénoménologie. On doit tenir compte de l'environnement de délibération en soi pour découvrir les conceptions réelles, mais non dites, qui sont élaborées par les relations politiques générales (celles façonnées entre autres par le rang social, l'origine ethnique et le genre) dans la société (Scott, 1990 et 1986).

■ LES REPRÉSENTATIONS SOCIALES ET L'INTERSUBJECTIVITÉ

Outre les conceptions théoriques des dimensions subjectives des espaces sociaux, on note l'émergence de recherches empiriques qui se focalisent sur l'importance des relations intersubjectives dans les structures discursives. Par exemple, les travaux de Görsdorf (2007 et 2006) ont mis en relief le besoin de reconnaître et d'analyser la dimension subjective de la délibération. Il a découvert, lors d'un atelier scénario (*scenario workshop*), que plusieurs participants passaient beaucoup de temps à réfléchir aux relations intersubjectives qui façonnaient et guidaient le

processus de participation³. Même s'ils n'utilisaient pas le terme *intersubjectivité*, ils ont alloué autant, sinon plus, de temps à débattre des questions à caractère subjectif liées à la reconnaissance sociale, à l'identité, au statut social et à l'autorité ayant trait aux procédures de l'atelier qu'ils en ont accordé au sujet à l'étude.

Cette découverte a été faite en Allemagne par Alexander Görzdorf lors d'un atelier scénario qui s'intéressait à des projets de recherches biomédicales et à leurs incidences sur la société, plus précisément celles portant sur la commercialisation de produits et de procédures biomédicaux. Mis en place par le ministère fédéral allemand de l'Éducation et de la Recherche, le projet conviait trente-quatre personnes à « une expérience sur la façon dont devrait s'amorcer une conversation en vis-à-vis entre experts et simples citoyens ». Les résultats de l'atelier devaient être analysés par des journalistes et des politiciens invités et être publiés en ligne et dans les journaux. L'objectif officiel de ce projet était d'aider les participants à traiter d'une question scientifique compliquée. À la suite de leurs délibérations se déroulant sur une période donnée, ils devaient formuler des propositions de politiques sur les buts et les utilisations de la science biomédicale. L'objectif de l'atelier était de mieux comprendre les conditions qui permettent aux citoyens d'exprimer leurs points de vue en se basant sur leurs propres aptitudes et ressources. On avait espoir de mieux comprendre les ressources de la société en évaluant les « corpus de connaissances » ayant une grande valeur pour de simples citoyens et la façon dont on pouvait les rendre disponibles pour les décideurs politiques.

Au départ, les organisateurs ont énoncé des règles claires et formelles pour structurer et guider l'enquête, dont une marche à suivre précise que les participants devaient respecter à chaque étape de la délibération. La manière de procéder semblait alors simple. Or, en tentant de suivre ces règles imposées, des tensions sont

³ De façon similaire, Polletta (2002), dans ses recherches sur les mouvements sociaux, montre comment les assemblées participatives établies et durables s'aperçoivent qu'elles doivent s'attarder au domaine de l'intersubjectivité. Après avoir analysé la participation et les débats de plusieurs mouvements sociaux, elle a découvert que les seules règles formelles de la délibération ne pouvaient expliquer les décisions découlant du processus délibératif. Comme elle l'écrit, le fait d'offrir aux participants un « soutien insuffisant » afin qu'ils puissent déterminer qui participe et de quelle façon peut rarement servir à identifier « quels types de préoccupations peuvent émerger, comment elles devraient être encadrées, quels genres et quels degrés d'émotions devraient être exposés durant les débats, comment on doit gérer le non-respect de certaines règles formelles, et ainsi de suite ». Elle a découvert que tant les organisateurs que les participants ont tendance à adopter de façon informelle des « modes associatifs » d'interactions qui répondent aux préoccupations intersubjectives qui se manifestent pendant les processus délibératifs ou qui en découlent. Les structures participatives qu'elle a étudiées étaient bâties selon une série de compréhensions normatives accompagnant les règles officielles. Jouant le rôle d'une certaine « étiquette » de la délibération, elles servaient à régler la communication interactive, à civiliser l'expression des sentiments et à générer l'entente mutuelle entre les participants, ce qui conduisait très souvent à accroître le niveau de confiance. Le succès de la participation citoyenne dans le domaine des droits civils, de la libération de la femme et dans les mouvements pacifistes, entre autres, a été rendu possible grâce à des activistes politiques qui combinaient les règles officielles et les idéologies avec des modèles d'association non politisés et non institutionnalisés. Polletta a découvert que le fait de recourir à ces modèles était beaucoup plus important que les préoccupations matérielles en ce qui concerne l'organisation des débats pour orienter ce type de groupe.

apparues entre les objectifs tels qu'ils étaient énoncés par les organisateurs et les expériences intersubjectives diverses qui ont émergé du processus. Même si les procédures officielles étaient bâties pour faciliter la communication sur le sujet et anticiper les débats entre les participants sur des points importants, les efforts faits par les participants pour exprimer leurs points de vue sociaux divergents ont créé des discordes relatives à leur statut social, surtout en ce qui a trait à la reconnaissance personnelle et aux identités sociales des simples participants et des experts. La possibilité que ce type de conflit émerge avait soit été mise de côté, soit éliminée par les procédures officielles.

Des tensions ont surgi en raison de l'existence de deux mandats contraires : l'un formel, l'autre informel. S'agissant du premier, la tâche des participants était d'amener leurs convictions sociales individuelles à influencer le processus. Cette mission a suscité un enthousiasme certain chez la plupart des participants. En revanche, et de façon informelle, les aspects techniques de nombreuses procédures non écrites liés au temps alloué et à l'atteinte d'un consensus ont poussé les membres du groupe à agir de façon moins individuelle pour parvenir à produire un rapport collectif. Les organisateurs souhaitaient respecter l'échéancier ; ils poussaient donc continuellement les participants à accomplir les étapes de la procédure en temps opportun, accordant trop peu de latitude pour que ces derniers puissent exprimer correctement leurs opinions. Cette situation a eu comme incidence de faire naître chez les participants ayant des opinions divergentes ou des points non résolus le sentiment d'être mis de côté. Certains ont senti que leurs avis ne cadraient pas avec les différentes descriptions des catégories sociales présentées par les animateurs. Par conséquent, ils ont eu l'impression que les décisions étaient prises sans aucun débat approfondi sur les questions soulevées.

Il est alors apparu chez plusieurs le sentiment frustrant de ne pas être pris au sérieux par le groupe. Se sentant « marginalisés » et « non respectés », ces derniers ont sérieusement critiqué le processus relatif aux statuts sociaux et au pouvoir : qui était responsable ? Qui avait le droit de parler ? Et de quoi avait-il le droit de discuter ? Cette tournure des événements peut être comparée au concept de *breakout democracy* présenté par Wolin (1994) ; les préoccupations des participants ont entraîné une forme de résistance sociale qui a soulevé des questions de base sur le processus délibératif, au point de risquer de mettre en péril l'atelier. Devant une telle déception, plusieurs participants ont menacé de démissionner du groupe à mi-chemin du processus. Après avoir entamé le processus avec le sentiment de pouvoir parler librement – « voici notre chance de dire ce que nous pensons, l'occasion pour nous d'être entendus » –, ils ont fini par se sentir incompris et exclus. Cela a conduit certains participants à conclure que la tentative avait échoué.

Il s'agit là d'un seul cas, mais il a révélé le genre de situation pouvant être anticipé par une conceptualisation sociosubjective de l'espace discursif. Tandis qu'une large part des travaux menés sur la délibération ont examiné des questions telles que : est-ce que les participants peuvent comprendre les problématiques ? Est-ce que les conclusions sont instructives ? Est-ce que les conclusions ont été utilisées par les décideurs politiques ?, Görsdorf a souligné le besoin d'élargir la cible des chercheurs afin d'inclure les réalités sociosubjectives qui sont partie intégrante

du processus. Ce n'est qu'une fois ces réalités prises en compte qu'une bonne compréhension de ce qui se passe réellement dans un forum de discussion peut émerger. Selon Görsdorf, les travaux futurs doivent ouvrir la « boîte noire » et se pencher sur les microdynamiques moins évidentes, souvent moins exprimées ouvertement lors de la délibération. Autrement dit, les chercheurs doivent comprendre comment les participants réagissent aux dimensions objectives du processus. Comment expriment-ils leurs idées? Comment celles-ci sont-elles reflétées dans les histoires que les participants échangent en secret sur leurs expériences et leurs impressions? Pour cette dernière considération, les chercheurs doivent s'engager dans une approche qui s'apparente à celle que Cobb (2004) a élaborée pour la « facilitation narrative ».

Görsdorf conclut en formulant des recommandations à ceux qui désignent et organisent les processus délibératifs. Fondamentalement, ces derniers devraient se concentrer sur les façons dont leurs principes peuvent différer des idées reçues et des attentes que les participants formulent au cours du processus délibératif. Après avoir jeté les bases de la structure de ce processus, ils doivent porter une attention particulière à la manière dont les participants interprètent justement ou faussement cette structure. En ne tenant pas compte de tels aspects subjectifs des participants, des désaccords naissants risquent de s'amplifier et de devenir des conflits majeurs qui compromettent le processus. Afin d'éviter une telle situation, les organisateurs doivent non seulement faciliter la communication dans les discussions en cours, mais ils doivent en plus accorder du temps et créer un espace pour que les participants puissent réfléchir à leurs expériences intersubjectives en lien avec l'exercice, pour ensuite en débattre. Il s'agit d'engager une réflexion sur la relation dialectique entre les structures et les procédures objectives établies et l'expérience subjective qui leur est inhérente. À cette fin, le processus doit être suffisamment souple pour inclure et promouvoir les négociations procédurales qui seront ajustées si des conflits éclatent pendant ce type de réflexion. Si les relations intersubjectives ne sont pas schématisées, le processus délibératif s'expose plus facilement à des difficultés qui mèneraient possiblement à l'échec...

Ce point de vue subjectif sur les politiques de la participation délibérative montre qu'une théorie formelle pour encadrer la participation ne fait pas partie du domaine du possible. En effet, les structures elles-mêmes sont des relations sociales interprétées par les acteurs d'un espace donné. Contrairement aux murs d'une pièce, ces espaces sont construits autour de compréhensions normatives communes sur des significations, des intentions et des relations. Pour cette raison, il faut concevoir des espaces participatifs situationnels, c'est-à-dire qui s'adaptent à diverses réalités dans différents lieux.

■ LES PARTICIPANTS PASSIONNÉS : L'INTERSUBJECTIVITÉ POUR MESURER LA PERFORMANCE ÉMOTIONNELLE

Le besoin d'étudier plus en profondeur le domaine de la communication intersubjective nous amène à aborder un sujet encore plus sensible : les émotions et la façon dont elles s'expriment. La réalité subjective des citoyens est

ancrée dans leur paysage émotionnel intérieur. La reconnaissance de ce fait ne nous conduit toutefois qu'à une question socioscientifique complexe et irrésolue. Même si les émotions et les passions ont toujours été à la base du domaine politique, le moyen de les gérer demeure une problématique dans les sciences sociales. Les gens se lancent rarement en politique sans avoir des convictions émotionnelles, que ce soient des convictions politiques profondes, des animosités bien enracinées à l'égard d'ennemis étrangers, des engagements culturels ou ethniques ou des croyances religieuses. Or ces convictions sont typiquement considérées comme l'antagoniste de l'analyse rigoureuse, et les principes à la base de la méthodologie stipulent formellement que les émotions n'ont pas leur place dans l'analyse scientifique sociale. Elles sont perçues comme le contraire absolu de la raison⁴.

Les sciences sociales ont toujours reconnu le rôle que jouent les émotions et les passions, mais un problème réside principalement dans la façon dont l'analyse des sciences sociales a traité ce sujet. Dans la majorité des cas, les événements et les comportements guidés par les émotions sont décrits dans un langage abstrait. Les chercheurs en sciences sociales intègrent le comportement émotionnel dans leurs modèles analytiques, sans toutefois saisir ses effets sur les pensées et les comportements. Par exemple, l'opinion publique et les sondages électoraux s'appuient sur l'« intensité » avec laquelle des croyances politiques ou l'adhésion à une politique sont acceptées par les citoyens, mais de pareilles enquêtes cherchent à mesurer cette intensité avec des méthodes qui dépersonnalisent ses effets causals. Pour ces sondages, la tendance a été de conceptualiser les émotions en tant que comportements prévisibles découlant de processus psychologiques (Abu-Lughod et Lutz, 1990, p. 2-3). Cette façon de procéder n'explique pas comment les émotions conditionneront ou motiveront des actions politiques et sociales.

Une tentative contemporaine des plus remarquables pour remettre les émotions à l'ordre du jour est celle de Martha C. Nussbaum qui, en puisant dans un large éventail de sources – philosophie, poésie, littérature, musique, religion, sciences sociales et autres –, décrit de quelle manière les émotions façonnent le paysage intérieur de nos vies, tant dans leurs dimensions mentale que sociale. À l'instar de Proust, Nussbaum (2001, p. 1) montre que les émotions fonctionnent comme des « perturbations géographiques » qui rendent « nos vies incertaines, inégales et sujettes à des bouleversements ». Dans cette perspective, les bonnes émotions (compassion, bonté et amour) jouent un rôle constructif, tandis que les mauvaises (colère, envie et haine) entraînent des conséquences destructrices. Les chercheurs en sciences sociales et les philosophes ont sans cesse considéré les émotions comme des pulsions primales, mettant surtout l'accent sur les capacités

⁴ Cette omission a des racines profondes. Les émotions et les différentes rhétoriques passionnées qui leur sont associées ont longtemps été considérées comme les adversaires de la rationalité. Une question fondamentale dont les origines remontent à Platon qui a défini les émotions comme étant opposées à la raison. Même si le discours passionné est un élément de base de la vie humaine que les scientifiques sociaux néokantiens ont cherché à comprendre, ils ont tenté de le substituer à leur propre mode de raisonnement empirico-analytique.

pernicieuses des émotions. De son côté, Nussbaum fait ressortir le rôle primaire des sentiments positifs dans la solidarité sociale et l'harmonie d'une société. Dans cette optique, elle a introduit des principes de base afin de différencier les émotions « légitimes » et « illégitimes » (Nussbaum, 2004). En nous appuyant sur ces recherches, une question peut être formulée : est-il raisonnable d'accorder de la valeur à l'objet auquel se rattache une émotion⁵ ?

Pour Nussbaum, et c'est là un point important, les émotions ont une relation intrinsèque avec les schémas de pensées de base. Selon elle, nos émotions sont empreintes d'une forme d'intelligence tacite et de perspicacité. Elles sont, avancée, des composantes des sentiments et des croyances (Nussbaum, 2001) et fonctionnent en ce sens comme une source profonde et sous-jacente de conscience humaine, de jugement critique et de représentation sociale. Dans sa conceptualisation « cognitive évaluative », les émotions sont vues comme « supposant toujours la pensée d'un objet combinée à la pensée de l'importance qu'a l'objet ; dans cette optique, elles impliquent toujours un jugement ou une évaluation ».

Cette théorie est également étayée dans un domaine très différent, celui de la neuroscience. Ainsi, Marcus (2002) et Thiele (2006) affirment que notre compréhension de la relation existant entre la raison et les émotions dans l'action politique devait être repensée. La neuroscience révèle, du moins dans les cas importants, que les émotions ne freinent pas la raison pratique, mais la provoquent.

Il est alors nécessaire de revoir notre compréhension épistémologique de la relation entre les émotions et la raison. Plutôt que d'être contraires, nous découvrons qu'elles interagissent de manière importante. Mais qu'est-ce que cela signifie pour les pratiques sociales et politiques ? Comment faire le meilleur usage de telles conclusions ? Peuvent-elles être intégrées aux processus réels de prises de décision ? Une façon d'envisager cette question est de se pencher sur l'expression émotionnelle en tant que forme de l'action discursive.

■ L'EXPRESSION ÉMOTIONNELLE COMME PERFORMANCE DISCURSIVE

Les historiens ont montré l'existence d'un lien entre la rhétorique d'Aristote et l'émergence du théâtre et de la performance en public. De ce point de vue, l'expression des émotions appartient au « répertoire de la rhétorique », les affirmations orales et la démonstration des passions coexistant en tant que dimensions séparables, mais combinables, de l'argumentation (Gottweis, 2006). Une telle position nous pousse à examiner les émotions influant sur le véhicule qu'est le langage. L'expression émotionnelle peut être comprise, selon la théorie de Lutz et White (1986), comme une performance communicative dans un contexte argumentatif. Les démonstrations émotionnelles, dans cette perspective, sont en soi une pratique discursive.

⁵ De ce point de vue, certaines passions émotionnelles ne devraient pas avoir leur place dans un débat. Des sentiments comme la honte et le dégoût devraient toujours être évités. Par ailleurs, les émotions comme la commisération et la compassion peuvent jouer un rôle primordial en aidant les participants à se comprendre et à prendre des décisions acceptables qui les feront avancer. Même des niveaux modérés de colère peuvent parfois produire des effets utiles.

En tant que pratique discursive, la performance nous aide à reconnaître qu'une question politique précise soulève différents scénarios d'engagements discursifs (Hajer, 2009 et 2005). L'espace prévu pour la délibération politique, le moment choisi de même que le vocabulaire discursif divergent ont des répercussions importantes – parfois décisives – sur les réactions des citoyens et des décideurs politiques. Avec le temps, certains styles d'argumentations s'installent (par exemple, un style argumentatif rationnel, pragmatique instrumentalisé ou émotif) et sont déterminants quant aux rôles dévolus et aux lieux choisis dans le processus de prises de décisions politiques. On peut songer, par exemple, aux débats axés sur les dossiers militaires ou sur une centrale énergétique (des politiques largement dominées par le pouvoir exécutif) et aux débats lourdement chargés en émotions comme ceux entourant l'avortement ou les recherches sur les cellules souches. Les citoyens protestent souvent contre de tels sujets en envahissant les rues. Bien que des scénarios semblables soient contestés et qu'ils évoluent, ils représentent des facteurs explicatifs importants dans les processus de prises de décisions portant sur des enjeux politiques.

Néanmoins, la plupart des travaux se situent à de hauts niveaux d'abstraction. Certes, cette branche offre la possibilité d'élargir notre compréhension de la rhétorique politique, mais de nouvelles études décrivant de façon explicite la nature de tels scénarios de performance sont nécessaires. Comment les analystes ou les décideurs politiques peuvent-ils utiliser ces performances dans l'exécution de leurs tâches quotidiennes? Selon Sandercock (2003) et Hoch (2006), les urbanistes doivent considérer l'expression émotionnelle comme une dimension à la base des efforts investis pour introduire des changements progressifs. Ils comprennent ainsi l'importance d'analyser la façon dont les émotions freinent ou au contraire favorisent les travaux nécessaires pour mener à bien des changements dans les institutions et les pratiques. Mais parce que le jargon de l'urbanisme a principalement gravité autour de discours technorationnels – excluant explicitement l'expression émotionnelle –, les urbanistes n'ont pas saisi que leurs efforts pour opérer de tels changements étaient étroitement liés aux espoirs et aux peurs des membres de la communauté. Par exemple, lorsqu'un parc ou un projet immobilier est au cœur d'une délibération, les problématiques symboliques et émotionnelles profondes revêtent souvent plus d'importance que les structures physiques qui les définissent traditionnellement. Ce peut être le cas de citoyens moins bien nantis qui craignent que leur présence dans le quartier soit menacée. Dans ces circonstances, des questions qui pour certains peuvent sembler mineures sont en réalité des questions fondamentales qui touchent l'identité civique, l'histoire culturelle et l'injustice sociale.

Mais comment ces préoccupations et ces croyances profondément ressenties sont-elles liées aux représentations sociales de base, que ce soient celles d'une communauté ou d'individus qui la composent? Il convient de s'attarder à cette question cruciale dans l'organisation de forums délibératifs. S'agissant des débats houleux, il ne faut pas croire que seules les questions à l'ordre du jour entrent en ligne de compte; l'autoprotection des individus peut en être l'enjeu. Lorsqu'ils expriment leurs intérêts et leurs préférences, les participants perçoivent souvent

les commentaires sur leurs opinions comme une critique de leur personne et, tout au long du débat, évalueront les opinions des autres participants de la même façon⁶. Les participants ne sont pas tous à l'aise avec de tels affrontements interpersonnels. Certains s'excluront des débats; d'autres seront exclus par le groupe, exclusion qui risque d'entraver la légitimité du processus délibératif. C'est pour cette raison qu'il est essentiel de bien gérer les questions émotionnelles. Comme nous l'avons vu dans l'analyse des ateliers scénarios de Görsdorf, les organisateurs doivent réfléchir à la manière dont ils gèreront ces aspects intersubjectifs, et ce, dès les premières étapes de la conception de l'espace délibératif. Ils sont tenus de reproduire les conditions idéales pour que les participants puissent verbaliser et comprendre leurs émotions. Nous pouvons tirer d'importants enseignements sur la façon d'aborder ce genre de conflits émotionnels des nombreuses expériences de planification rapportées par Sandercock (2003). Ce sont ces enseignements que nous examinerons dans la prochaine et dernière partie de cet article.

■ LA PERFORMANCE ÉMOTIONNELLE DANS LA CONCEPTION D'ESPACES DÉLIBÉRATIFS

Bon nombre de planificateurs (*policy planners*) ont reconnu l'importance de tenir des débats sur les « problèmes pernicieux » auxquels ils se heurtent souvent, particulièrement dans des domaines négligés, et qui réduisent presque à néant leurs efforts pour parvenir à des solutions viables (Forester, 2000 et 1999). Mais certains, comme Sandercock (2003, p. 153), ont aussi reconnu les limites de ces débats. Alors que les planificateurs ont traditionnellement accordé trop d'importance aux aspects physiques de la planification – comme les bâtiments, la protection de la propriété, la sécurité dans les parcs, etc. –, Sandercock avance que la pratique doit en outre se tourner vers les émotions modérées dans le processus de planification.

Cette perspective heurte le fait que les efforts déployés pour provoquer des changements impliquent la capacité de générer de l'espoir, de surmonter les peurs, d'arbitrer des souvenirs et de faciliter l'introspection du groupe. Ainsi, on doit amener les participants à surmonter les peurs qui les paralysent, et ce faisant, à surmonter leurs préjugés qui faussent leurs liens sociaux. Créer l'engagement du groupe veut donc dire réussir à surmonter le désespoir et la passivité. À cette fin, l'attention peut de manière fructueuse être concentrée sur l'empathie.

Contrairement à la délibération rationnelle, l'approche empathique commence par analyser et comprendre le contexte émotionnel au cœur de la question ou de la problématique. Elle s'attache ensuite à mettre en place des processus qui lèveront les barrières émotionnelles, un frein à une collaboration communautaire efficace. Dans leur recherche de solutions programmatiques, les planificateurs et les décideurs politiques ont par ailleurs cherché à transcender les conséquences négatives

⁶ Comme l'écrit Blaug (1999, p. 153), les sentiments douloureux qui découlent de forums délibératifs risquent de transformer ces forums en des endroits dangereux pour certains, et s'ils deviennent trop menaçants, les participants finiront par les éviter.

qui résultent souvent des comportements de groupe de type « troc stratégique » et « intérêts conflictuels » et qui sont inhérentes à ces solutions. Ils ont tenté d'innover et d'adopter des processus d'apprentissage social capables de faciliter des changements transformationnels qui peuvent s'attaquer à la base de la problématique.

De telles transformations sociales demandent des avancées politico-psychologiques capitales pouvant défricher de nouveaux sentiers vers l'épanouissement de l'individu et son engagement social. Comme pour une psychothérapie réussie, l'exercice consiste à faire ressortir les liens sociaux profonds qui structurent et gèrent la coexistence dans les espaces communs d'une communauté donnée. C'est seulement en déchiffrant les représentations – souvent tacites – qui définissent de tels espaces que la possibilité d'une interaction sociale peut émerger. L'apprentissage transformatif fait appel aux processus de l'apprentissage des acteurs publics qui ont pour mission de changer les valeurs sociales et les pratiques institutionnelles qui les incarnent. Même s'il n'existe aucune garantie de réussite, de tels processus peuvent être l'unique façon d'avancer dans des cas où des conflits sociaux profondément enracinés ont longtemps bloqué les approches traditionnelles de résolution de conflits.

Ce n'est pas que la verbalisation des émotions ne s'avère pas suffisante. Le but, pour ce qui nous intéresse, est de provoquer le raisonnement et le débat en réponse à une telle verbalisation des émotions. Ce dont nous avons besoin est un modèle pour mettre en scène ce genre de confrontations sociales. Comme l'explique Sandercock (2003, p. 159), lorsque des parties en conflit « engagées dans une discussion sont à couteaux tirés depuis des générations ou proviennent de traditions culturelles différentes, ou dès lors qu'il existe un historique de marginalisation, il faut davantage que les méthodes habituelles de négociation et de médiation ». On doit avoir recours à une approche qui vient compléter et transcender les processus « rationnels » de délibération et l'accent qu'ils placent sur l'argumentation. Dans le cas où les échanges entre les participants sont improductifs, il faut user de processus communicatifs qui aideront tout d'abord à reconnaître cet état de fait et ensuite à résoudre des questions qu'une histoire de conflits et de tensions a rendues largement inabordables. Si l'intensité émotionnelle entrave un débat se voulant formaliste, les participants ont besoin d'une tribune. C'est alors qu'ils pourront partager leurs sentiments en racontant leurs histoires. Sandercock rend compte de projets susceptibles d'améliorer des forums comme ceux-ci.

Avant de s'attaquer à la résolution de problèmes, il importe d'instaurer une étape au cours de laquelle les participants s'expriment. Cette étape initiale doit être consacrée à la purge, à l'évacuation empathique des réalités émotionnelles profondes qui ne sont pas ou qui ne peuvent pas être exprimées dans un cadre délibératif argumentaire. Dans cet espace, les participants ont l'occasion de mettre sur le tapis leurs sentiments par rapport à une situation ou à un projet. Ce processus commence par une série d'entretiens préparatoires lors desquels les organisateurs et les décideurs rencontrent séparément les groupes en conflit. Se concentrant sur les craintes et les espoirs des individus concernés, ces réunions devraient se dérouler dans un environnement sécuritaire, comme dans le salon des différents membres du groupe. Comme les planificateurs et les analystes politiques ont peu

d'expérience en la matière, il serait avisé de recourir au soutien d'un psychologue des collectivités. Ce spécialiste contribuerait au bon déroulement des réunions, les animateurs et les analystes politiques recueillant les témoignages qui en ressortent afin de les utiliser lors des étapes ultérieures du processus.

Dans cette phase initiale, l'activité consiste à se concentrer sur les témoignages tels qu'ils sont livrés par les participants. Les animateurs, pour leur part, écoutent et interviennent très peu. De pareils rassemblements peuvent généralement être planifiés avec l'aide d'un animateur local, et l'objectif est de recueillir des renseignements sur l'historique culturel des résidants, sur leur compréhension de leurs identités sociales et sur leurs expériences dans le milieu. Au cours de ces discussions, il est possible d'entendre des citoyens témoigner de colère et de ressentiment envers le nombre croissant de groupes ethniques défavorisés ou d'étrangers s'établissant dans le quartier et à qui ils attribuent la montée du taux de criminalité dans les rues et les parcs, des crimes qui sont la plupart du temps liés à la drogue. Dans un scénario typique, ces résidants expliqueraient probablement comment ils ont travaillé fort pour parvenir à s'installer dans le quartier et à y acheter une maison, avec l'espoir que leurs enfants vivent une vie meilleure que la leur. Maintenant, ils voient la pauvreté et la mixité sociale dévaloriser les écoles où ils envoient leurs enfants. La colère et l'hostilité se déversent lorsqu'ils critiquent les politiciens locaux pour leur désir de transformer un parc en un projet résidentiel qui attirera encore plus de ces gens.

Après ces discussions préparatoires, une réunion au cours de laquelle les participants auront la chance de s'exprimer librement peut être organisée. Sandercock (2003, p. 159), la décrivant comme un « épanchement » (*speak out*), explique que l'objectif d'une telle réunion est d'encourager les membres de groupes communautaires à verbaliser ce qu'ils ressentent avant que la discussion ne soit dirigée vers un projet ou un programme précis. Elle doit encourager les participants à exprimer en présence des autres groupes ce qu'ils éprouvent – à exprimer l'inexprimable –, aussi pénible à entendre que cela puisse être pour les autres. Ces sentiments douloureux seraient donc entendus par ceux dont les oreilles et le cœur étaient fermés (Forester, 2000). Conçu comme une expérience cathartique, cet épanchement peut servir à faire émerger l'empathie pour ceux qui nourrissent une colère destructrice, qui partagent une peur d'être trahis, qui ont des doléances quant à des pertes antérieures, etc. Les conflits ne seront pas tous éliminés à la suite de cette expérience, mais cette tentative de lever le voile sur ces émotions peut être utilisée pour réduire suffisamment les tensions et jeter les bases d'un niveau de discussion viable. Mettre en œuvre ces échanges de préoccupations profondes peut servir de base sur laquelle bâtir une nouvelle confiance capable d'encourager les participants à s'engager dans le genre de débats qui rendent les accords possibles, et ainsi faire avancer la communauté.

Au terme de cette étape d'expression, on entamera des discussions de groupe dans des formes de débats plus standards centrés sur la négociation. Ces discussions devraient générer des accords qui rendront possibles d'une part de futures réunions portant sur des questions de planification et d'autre part des rencontres au cours desquelles des plans complets pourraient être établis. Lors de celles-ci,

comme lors des étapes précédentes, le principe directeur est de ne pas forcer la conclusion avant que la possibilité d'un accord réel n'apparaisse, lequel sera davantage qu'un simple accord accepté à contrecœur.

Ce travail, qui examine les confrontations et le dialogue à travers les divisions des différences culturelles, demande aux praticiens d'avoir les connaissances et la maîtrise requises des différents modes de communication, du témoignage à l'écoute, en passant par l'interprétation du langage corporel et visuel. Il est possible de recourir à diverses techniques tirées de pratiques découlant de la recherche participative. De telles enquêtes collectives peuvent être utilisées pour amener les résidents d'une localité à définir l'identité de leur communauté, voire à se forger une nouvelle identité basée sur son histoire multiculturelle. En amenant les résidents à raconter leurs récits, les animateurs et les analystes sont à même de les conduire à en bâtir un nouveau ou à rebaptiser le quartier en se basant sur cette histoire. Ce processus actif de reconstruction d'un nouveau récit et d'une nouvelle identité urbaine s'est révélé utile pour préparer le terrain en vue de transformer radicalement un quartier. Les identités, en somme, peuvent être décrites comme une vision optimiste qui sert d'assise à l'action communautaire⁷.

À l'aide de ces recherches, on constate que les planificateurs et les praticiens politiques doivent découvrir des formules pour pousser les membres d'une communauté à rejeter les habitudes et les croyances destructrices. À travers des procédés d'empathie et de catharsis, ils encouragent les participants à se respecter et à se voir les uns les autres sous un nouvel éclairage. Pratiquement rien ou presque dans les programmes de planification contemporaine ou de politique n'offre le genre de conseil ou d'expérience qui serait utile aux futurs praticiens pour examiner et mettre en œuvre une telle stratégie. C'est plutôt le genre d'activité qui serait typiquement menée à bien avec l'aide d'un psychologue⁸.

À partir des discussions précédentes, nous comprenons que l'argumentation se produit dans différents environnements émotionnels entre lesquels elle arrive difficilement à circuler. Dès lors que le terrain émotionnel est défini, des sujets précis ou des questions claires peuvent être reconnus et débattus. Par contre, si le terrain est incertain et glissant, l'argumentation risque de générer de nouveaux conflits au fur et à mesure que les émotions feront ressortir les dessous tacites d'une discussion. Dans un tel cas, de nombreux points seront exprimés avec émotion, mais selon une perspective rationnelle ils le seront de manière improductive.

Bien que l'on ait conscience de cette relation, la question pratique touchant la façon dont on doit gérer l'interrelation existant entre les deux demeure entière. L'une des solutions précédemment explorées est le retour à la rhétorique d'Aristote.

⁷ Ceci est une illustration de la théorie de Throgmorton (1993) selon laquelle on doit faire reposer la « planification sur le partage de récits convaincants ».

⁸ Des psychologues engagés dans l'étude et la pratique de la médiation de conflits ont créé des techniques pour gérer les côtés interpersonnel et émotionnel des délibérations (Leary, 2004). Ces recherches explorent des pistes et proposent des idées intéressantes sur la façon de procéder pour mettre sur pied des forums et des pratiques fidèles à cette approche empathique. Comment intégrer ces techniques aux domaines de l'élaboration de politiques et de la planification ? Voilà un formidable défi intellectuel.

Cette voie met en évidence le besoin de différentes arènes pour ces modes d'expressions, ce que la dramaturgie peut nous aider à mieux comprendre. Au-delà de cette solution, nous devons franchir un pas de plus en nous appuyant sur les aspects concrets offerts par la pratique et l'expérimentation. Comme l'a démontré Sandercock, ces efforts devraient s'inscrire dans un processus à deux étapes, l'étape d'épanchement des émotions devant servir de préalable à des délibérations plus rationnelles. Si le processus réussit, il est possible par la suite de s'engager dans des débats formels fondés sur l'argumentation raisonnée. Les émotions ne s'évanouissent pas pendant le processus; l'emballlement perturbateur qui bloque fréquemment les débats peut être canalisé de manière constructive et ainsi permettre aux participants de recevoir des idées et des propositions précises pour des questions données. Plutôt que de tenter d'éliminer les engagements émotionnels, cela peut du moins inciter les participants à communiquer entre eux.

Aucune garantie de succès n'est assurée pour de tels processus, mais dans le même temps, il s'avère essentiel de prendre conscience des processus émotionnels en jeu. Sans cette sensibilisation, comme l'illustrent les innombrables tentatives ratées de tenir des débats, un élément fondamental du processus n'est pas considéré. Si elles ne sont pas prises de front, les tensions émotionnelles resteront généralement en état de latence et ressurgiront de façon problématique dans une étape ultérieure. Elles ne s'envoleront tout simplement pas.

■ CONCLUSION

Dans cet article, nous avons clairement montré qu'un processus délibératif ne saurait être complet sans l'apaisement des réactions émotionnelles qui surgissent tout au long de l'échange. Ceci suppose la création d'ouvertures qui donneront libre cours à l'expression de sentiments dès le début du processus discursif et encore par la suite afin de s'assurer que chaque participant est en paix avec les décisions qui émergeront du processus. À long terme, il y a peu à tirer de remporter formellement une bataille si toutes les parties désapprouvent les résultats. Un résultat qui laisse un goût amer occasionne de nouveaux problèmes – peut-être seulement latents au départ – qui, dans la plupart des cas, se transformeront en une opposition active aux résultats initiaux. C'est ce qui arrive fréquemment dans le monde politique lorsque vient le temps de mettre en œuvre des décisions.

Pour terminer, nous insistons sur le fait qu'il n'y a rien de simple dans la gestion des émotions. Elles sont un phénomène complexe et incertain. Puisque les chercheurs tiennent désormais compte du rôle qu'elles jouent, il est temps d'étudier la place centrale qu'elles occupent dans le processus d'élaboration de politiques. Bien que cet article tente d'encourager de telles recherches, il a été rédigé dans l'espoir d'apporter une modeste contribution à la poursuite de cet effort important.

BIBLIOGRAPHIE

- Abu-Lughod, L. et A. C. Lutz (1990). « Introduction: Emotion, Discourse, and the Politics of Everyday Life », dans L. Abu-Lughod et A. C. Lutz (dir.), *Language and the Politics of Emotions*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 1-23.
- Blaug, R. (1999). *Democracy, Real and Ideal*, Albany, State University of New York Press.
- Bourdieu, P. (1977). *Outline of a Theory of Practice*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Cobb, S. (2004). « Fostering Coexistence in Identity-based Conflicts: Toward a Narrative Approach », dans A. Chayes et M. Minow (dir.) *Imagine Coexistence*, San Francisco, Jossey-Bass, p. 294-310.
- Fischer, F. (2009). *Democracy and Expertise: Reorienting Policy Inquiry*, Oxford, Oxford University Press.
- Fischer, F. (2003). *Reframing Public Policy: Discursive Politics and Deliberative Practices*, Oxford, Oxford University Press.
- Forester, J. (2000). « Multicultural Planning in Deed: Lessons from the Mediation Practice of Shirley Solomon and Larry Sherman », dans M. Burayidi (dir.), *Urban Planning in a Multicultural Society*, Westport, Praeger, p. 147-168.
- Forester, J. (1999). *The Deliberative Practitioner: Encouraging Participatory Planning Processes*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Foucault, M. (1986). « Of other Spaces », *Diacritics: A Review of Contemporary Criticism*, vol. 16, n° 1, p. 22-27.
- Fung, A. (2006). « Varieties of Participation in Complex Governance », *Public Administration Review*, vol. 66, décembre, p. 66-75.
- Fung, A. (2003). « Survey Article. Recipes for Public Spheres: Eight Institutional Design Choices and their Consequences », *The Journal of Political Philosophy*, vol. 11, n° 3, p. 338-367.
- Fung, A. et E. O. Wright (dir.) (2003). *Deeping Democracy: Institutional Innovations in Empowered Participatory Governance*, New York, Verso.
- Fung, A. et E. O. Wright (2001). « Deepening Democracy: Innovations in Empowered Local Governance », *Politics and Society*, vol. 29, n° 1, p. 5-41.
- Fraser, N. (1989). *Unruly Practices: Power, Discourse, and Gender in Contemporary Social Theory*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- Gastil, J. et P. Levine (dir.) (2005). *The Deliberative Democracy Handbook: Strategies for Effective Civic Engagement in the 21st Century*, San Francisco, Jossey Bass.
- Görsdorf, A. (2007). *Die 'Weisheit der Laien' als Politische Ressource*, VDM Verlag Dr. Müller.
- Görsdorf, A. (2006). « Inside Deliberative Experiments: Dynamics of Subjectivity in Science Policy Deliberations », *Policy and Society*, vol. 25, n° 2, p. 177-206.
- Gottweis, H. (2006). « Rhetoric in Policy Making: Between Logos, Ethos, and Pathos », dans F. Fischer, G. J. Miller et M. S. Sidney (dir.), *Handbook of Public Policy Analysis*, New York, Taylor and Francis, p. 237-250.

- Hajer, M. A. (2009). *Authoritative Governance: Policy Making in the Age of Mediatization*, Oxford, Oxford University Press.
- Hajer, M. A. (2005). « Setting the Stage: A Dramaturgy of Policy Deliberation », *Administration and Society*, vol. 36, n° 6, p. 624-647.
- Hajer, M. A. (2003). « Policy without Polity: Policy Analysis and the Institutional Void », *Policy Sciences*, vol. 36, n° 2, p. 175-195.
- Hoch, C. (2006). « Emotions and Planning », *Planning Theory and Practice*, vol. 7, n° 4, p. 367-382.
- Jordan, G. et C. Weedon (1995). *Cultural Politics: Class, Gender, Race and the Postmodern World*, London, Blackwell.
- Leary, K. (2004). « Critical Moments as Relational Moments: The Centre for Humanitarian Dialogue and Conflict in Aceh, Indonesia », *Negotiation Journal*, vol. 20, n° 2, p. 311-338.
- Lefebvre, H. (1991). *The Production of Space*, London, Verso.
- Lutz, C. et G. M. White (1986). « The Anthropology of Emotions », *Annual Review of Anthropology*, vol. 15, p. 405-436.
- Mansbridge, J. (2003). « Practice-Thought-Practice », dans A. Fung et E. O. Wright (dir.), *Deeping Democracy*, New York, Verso, p. 175-199.
- Marcus, G. E. (2002). *The Sentimental Citizen: Emotion in Democratic Politics*, University Park, Pennsylvania State University Press.
- Mutz, D. C. (2006). *Hearing the Other Side: Deliberation versus Participatory Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Nash, K. (2000). *Contemporary Political Sociology*, Oxford, Blackwell.
- Nussbaum, M. C. (2004). *Hiding from Humanity: Disgust, Shame, and the Law*, Princeton, Princeton University Press.
- Nussbaum, M. C. (2001). *Upheavals of Thought: The Intelligence of Emotions*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Polletta, F. (2002). *Freedom in an Endless Meeting: Democracy in American Social Movements*, Chicago, University of Chicago Press.
- Sandercock, L. (2003). « Dreaming the Sustainable City: Organizing Hope, Negotiating Hear, Mediating Memory », dans B. Eckstein et J. A. Throgmorton (dir.), *Story and Sustainability: Planning Practices, and Possibility for American Cities*, Cambridge, MIT Press, p. 143-164.
- Scott, J. C. (1990). *Domination and the Arts of Resistance: Hidden Transcripts*, New Haven, Yale University Press.
- Scott, J. C. (1986). *Weapons of the Weak*, New Haven, Yale University Press.
- Smith, G. (2009). *Democratic Innovations: Designing Institutions for Citizen Participation*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Thiele, L. P. (2006). *The Heart of Judgment: Practical Reason, Neuroscience, and Narrative*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Throgmorton, J. A. (1993). « Survey Research as Rhetorical Topre: Electrical Power Planning Arguments in Chicago », dans F. Fischer et J. Forester (dir.), *The Argumentative Turn in Policy Analysis and Planning*, Durham, Duke University Press.

- Warren, M. E. (2008). *Governance-driven Democratisation: Opportunities and Challenges*, Plenary Address at the 3rd Annual Conference in Interpretive Policy Analysis, University of Essex, Royaume-Uni, 19 juin.
- Warren, M. E. (2007). « Institutionalizing Deliberative Democracy », dans S. Rosenberg (dir.), *Deliberation, Participation and Democracy: Can the People Govern?*, Basingstoke et New York, Palgrave Macmillan, p. 272-288.
- Wolin, S. (1994). « Fugitive Democracy », *Constellations*, vol. 1, n° 1, p. 11-25.